



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Copie pour Information DREAL

Secrétariat Général

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ**

**Bureau des collectivités territoriales et
de l'environnement**

UID4243-ÉAR-20-S10

**ARRÊTÉ PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE N° BCTE/2021- 07 du 22 janvier 2021
pris en l'encontre de la société BARBIER Group pour son site SOREP
situé en ZI des Taillas à SAINTE-SIGOLENE (43600)**

Le préfet de la Haute-Loire,

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-8, L.512-20, L.511-1, L.514-5 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, en particulier son article L.122-1 ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ETIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2020-44 du 2 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DIPPAL-B3/2010-126 délivré le 22 juillet 2010 à la société BARBIER pour exploiter une unité de recyclage et transformation de polymères à STE-SIGOLENE ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 05 octobre 2020, faisant suite à un déversement d'eaux sales industrielles dans le réseau d'eaux pluviales en date du 29 septembre 2020 et à la visite d'inspection du 02 octobre 2020 du site BARBIER-SOREP à SAINTE-SIGOLENE ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant le 26 octobre 2020 et le courrier lui demandant de faire part de ses observations au préfet sous un délai maximal de 15 jours ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier du 4 novembre 2020 ;

CONSIDERANT que, lors de la visite du 02 octobre 2020, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- absence de déclaration dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées du déversement accidentel survenu le 29 septembre 2020 sur le site SOREP de Sainte-Sigolène,
- insuffisance du système d'alerte,
- absence de rétention des liquides sur le site,
- absence de procédure concernant le risque environnemental ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement à plusieurs articles de l'arrêté préfectoral n°DIPPAL-B3/2010-126 dont le chapitre 2.5, les articles 4.2.4.1., 4.3.5., 7.4.3. et 7.5.5.,

CONSIDERANT que le constat du défaut de rétention des eaux pluviales aux extrémités nord et sud du site est un constat déjà relevé lors de l'inspection du 21 septembre 2011,

CONSIDERANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de rétention peut occasionner un risque de pollution du ruisseau des Taillas ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La société BARBIER Group **est mise en demeure** pour son site SOREP situé ZI Les Taillas 43600 SAINTE-SIGOLENE de :

- dans un délai de six mois, produire une étude de rétention des eaux sur site accompagnée d'une décision de réalisation des travaux permettant l'atteinte des résultats attendus par le Code de l'Environnement dans un délai maximal de 6 mois après la remise à la société Barbier du rapport de l'étude.

ARTICLE 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La juridiction administrative peut être saisie par le site internet www.telerecours.fr .

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Le préfet de la Haute-Loire, le maire de SAINTE-SIGOLENE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Barbier Group.

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général,


Rémy DARROUX